Les affrontements reprennent au Burundi

La Croix, 4/10/15 Une quinzaine de civiles ont Ã©tÃ© tuÃ©s, samedi 3 octobre, dans la capitale burundaise, Bujumbura. Le nombre dâ€™arrestations, de dÃ©tentions et de meurtres augmente de maniÃ¨re alarmante depuis le mois de septembre. La capitale du Burundi, Bujumbura, a connu, samedi 3Â octobre, une nouvelle flambÃ©e de violences. Quinze civils ont Ã©tÃ© tuÃ©s dans des affrontements entre la police et des opposants au prÃ©sident Pierre Nkurunziza. Depuis la rÃ©Ã©lection de ce dernier, le 21Â juillet, lâ€™opposition burundaise est victime dâ€™arrestations et de meurtres impliquant la police burundaise.

DANS LES QUARTIERS NORD DE BUJUMBURA Les violences ont dÃ©butÃ© dans la matinÃ©e du samedi 3Â octobre lorsque des policiers ont voulu arrÃªter des jeunes Ã Mutakura, un quartier dans le nord de Bujumbura. Selon des tÃ©moins, ces arrestations ont Ã©tÃ© extrÃªmement brutales. Des jeunes manifestants qui protestaient contre ces interpellations se sont interposÃ©s. Des grenades et des tirs de kalachnikov sont alors partis de part et dâ€™autre. Les affrontements se sont Ã©tendus dans dâ€™autres quartiers nord de la capitale burundaise, vers Cibitoke et une partie de Kamenge et de Ngagara.

UNE QUINZAINE DE MORTS Entre samedi et dimanche matin, une quinzaine de civils ont Ã©tÃ© retrouvÃ©s morts dans les rues de la ville. Selon des tÃ©moins rapportÃ©s par lâ€™AFP, ces civils auraient Ã©tÃ© tuÃ balles tirÃ©es dans la tÃªte. Â«Â Câ€™Ã©tait cauchemardesque. Toute la journÃ©e, on a entendu des explosions de grenade des crÃ©pitements dâ€™armes automatiquesÂ Â», a expliquÃ© Ã lâ€™AFP un habitant de Ngagara. Toujours selon des tÃ© police a dÃ©truit deux maisons Ã la roquette Ã Mutakura et procÃ©dÃ© Ã des dizaines dâ€™arrestations, essentiellement Ã Mutakura et Cibitoke.

AUGMENTATION ALARMANTE DES ARRESTATIONS ET DES MEURTRES Ces violences se sont produites moins dâ€™une semaine aprÃ¨s que le haut-commissaire des Nations unies aux droits de lâ€™homme, Zeid Ra Al Hussein, a dÃ©noncÃ© lâ€™augmentation du nombre dâ€™arrestations, de dÃ©tentions et de meurtres au Burundi. Dans communiquÃ© rendu public le 28Â septembre, il notaitâ€‰: Â«Â Presque chaque jour, des corps sans vie sont retrouvÃ©s dan les rues de certains quartiers de Bujumbura. Dans de nombreux cas, les victimes semblent avoir Ã©tÃ© tuÃ©es par des balles tirÃ©es Ã bout portant. Leurs corps portent parfois des traces de torture et sont souvent retrouvÃ©s les mains liÃ©es dans le dos.Â Â» Il ajoutait que Â«Â nombre de ces personnes avaient Ã©tÃ© arrÃªtÃ©es par la police ou par le Service natior de renseignement (SNR) avant leur mortÂ Â».

Depuis le mois dâ€™avril, il y aurait eu 134 meurtres dans le pays, selon le Haut-Commissariat aux droits de lâ€™homme. Mais aussi des centaines dâ€™arrestations et de dÃ©tentions arbitraires, dont arrestations depuis dÃ©but septembre.

QUATRE PROCHES DU PRÃ‰SIDENT SANCTIONNÃ‰S PAR Lâ€™UNION EUROPÃ‰ENNE Pour protester contre la rÃ©pression qui souffle au Burundi, lâ€™Union europÃ©enne (UE) a gelÃ© jeudi 1erÂ Â octobre les avoirs et restreint les dÃ©placements de quatre proches du prÃ©sident Nkurunziza. Sur la liste noire de lâ€™UE, Godefroid Bizimana, directeur gÃ©nÃ©ral adjoint de la police nationale, accusÃ© dâ€™avoir pris Â«Â des dÃ©cision opÃ©rationnelles ayant entraÃ®nÃ© un recours disproportionnÃ© Ã la force et des actes de rÃ©pression violenteÂ Â». Mais a le chef de cabinet de lâ€™administration prÃ©sidentielle chargÃ© de la police nationale, Gervais Ndirakobuca, alias Ndakugarika, Â«Â responsable des actes de violence, notamment les 26,27 et 28Â avril dans les quartiers de Nyakabiga et Musaga Ã BujumburaÂ Â». Ensuite, il y a Mathias-Joseph Niyonzima alias Kazungu, lâ€™un des responsables encadrant la milice Imbonerakure, la Ligue des jeunes du parti prÃ©sidentiel. Et enfin, lâ€™ex-gÃ©nÃ©ral LÃ©onard Ngendakumana, que lâ juge Â«Â responsable dâ€™attaques Ã la grenade, ainsi que dâ€™incitations Ã la violenceÂ Â». Lâ€™UE, qui finance prÃ¨s du budget annuel du Burundi, pourrait dans les prochains jours limiter son aide. Une dÃ©cision dÃ©jÃ prise par la Belgique.

LA BELGIQUE SUSPEND UNE PARTIE DE SON AIDE Le vice-premier ministre et ministre de la CoopÃ©ration au dÃ©veloppement du gouvernement belge, Alexander De Croo, a annoncÃ©, vendredi 2Â octobre, que son pays suspendait une partie de ses financements pour le dÃ©veloppement du Burundi. Sont visÃ©s par cette suspension, les sommes atterrissant directement dans les caisses de lâ€™Ã‰tat burundaisâ€‰: soit environ 50Â millions dâ€™euros. Laurent Larcher